

# Colloques : les comptes rendus

## La société québécoise après trente ans de changements

Ce colloque, organisé par l'Institut québécois de recherche sur la culture, avait pour but de souligner le 10<sup>ème</sup> anniversaire de sa fondation. Il s'est tenu les 11, 12 et 13 octobre dernier au Musée de la Civilisation à Québec. Il était ouvert au grand public. Il a attiré plus de 450 participants venus entendre une trentaine de conférenciers. Les Actes seront publiés par l'IQRC au cours des mois à venir.

À la différence des colloques spécialisés, celui-ci a voulu résolument embrasser le Québec des trente dernières années tel que vu dans son ensemble. Il a donné lieu à des diagnostics dans une vaste gamme d'aspects de la société québécoise. Il ne s'adressait pas tant à des spécialistes qu'à un public averti, intéressé d'abord et avant tout par une vue générale des changements sociaux qui ont pu jaloner l'histoire récente des trente dernières années (information et médias, politique, classes sociales, chômage, développement régional, langue française, évolution des sciences sociales, etc.) ou qui peuvent apparaître d'un intérêt plus nouveau (mouvements sociaux, changements technologiques, pluralisme ethnique, jeune recherche, etc.).

Fernand Dumont a ouvert le Colloque en se demandant si le Québec était en panne d'interprétation globale; la réponse pourrait être oui et non, oui parce que les grandes tentatives qui transcenderaient les frontières tant disciplinaires qu'idéologiques ne semblent pas encore avoir digéré le choc référendaire (absence manifeste de débat sur l'avenir de la «Nation» ou sur les grands enjeux constitutionnels, etc.), mais non également parce qu'à partir des visions tant disciplinaires qu'idéologiques, les interprétations foisonnent et

laissent voir quelques tentatives de renouvellement, chacune à sa manière. Le morcellement des interprétations ne reflète-t-il pas au fond ce qui se vit dans la société en général, qui a évacué, pour un moment peut-être, les interrogations liées au destin collectif au profit de positions plus retranchées? Celles-ci ne tentent pas moins d'établir des passerelles avec les disciplines ou visions concurrentes dans le but de formuler à leur tour des interprétations globales. La dynamique peut sembler à contre-courant de ce qui s'est souvent produit, à des exceptions près bien sûr. Les interprétations globales ne peuvent de toute façon faire l'économie des visions plus morcelées des réalités sociales, quitte à ce que la synthèse ne s'opère que bien après coup.

Des exemples d'établissement de passerelles furent nombreux à ce colloque. Au tout début, les participants furent conviés à s'interroger sur le conservatisme social qui s'installe, avec son obsession de la gestion, son silence pudique sur la pauvreté et les injustices, sa censure vis-à-vis les privilèges, etc. (F. Dumont). Que Fernand Dumont veuille réactualiser, comme il le dit lui-même, la «difficile question des classes sociales» en vue de reposer le problème d'une société éthique et démocratique, cela constitue déjà une invitation à un dépassement des retranchements

idéologiques traditionnels. Et que Céline Saint-Pierre parle de l'importance de la «culture d'entreprise» dans l'étude des changements qui affectent le monde du travail, parmi lesquels se trouvent les changements dans les modes de gestion qui seraient issus en partie des changements technologiques (une «gestion par la culture» qui remplacerait une «gestion par la structure», à l'image d'une «gestion par consensus» qui remplacerait une «gestion par le conflit») (C. Saint-Pierre), c'est peut-être là aussi bien significatif de quelques avancées inter-paradigmatiques.

Par ailleurs, des passerelles seraient à reconstruire entre de nombreux segments du social, à en juger par des constats d'accroissement des inégalités depuis des années. Il s'agit ici des inégalités socio-économiques liées aux transferts de l'État et à la fiscalité, au travail, aux genres de vie, aux générations et aux sexes (S. Langlois), au monde du travail sur les questions du chômage et de l'inflation (P. Fortin), au développement régional (C. Dugas); il s'agit également des inégalités sociales liées aux minorités ethniques (D. Helly, G. Leblanc), aux relations inter-générationnelles et inter-sexes (R. B.-Dandurand, J. Lazure); il s'agit aussi des inégalités dans l'accès à l'information de qualité, que ce soit en vertu du phénomène de «tabloïdisation» des médias, qui se

structurent de plus en plus en référence à la standardisation des contenus propres au genre tabloïd (P.-A. Comeau), ou de celui de la «télé-métropolisation» de la télévision, tout à l'opposé d'une télévision populaire et non-élitiste (à distinguer d'une télévision éducative) susceptible d'être aussi un outil de formation des citoyens (F. Sauvageau); il s'agit enfin des inégalités de pouvoir, discernables à travers les luttes des mouvements sociaux à la base (L. Pagé), ou à travers les manipulations anti-démocratiques des centres restreints de la décision (L. Laplante), qui est allé jusqu'à définir la politique comme l'art de rendre acceptables les décisions des non-élus.

Une passerelle entre générations de chercheurs a aussi pu être établie au cours de la table ronde qui a réuni cinq «jeunes chercheurs» (G. Fréchet, J. Létourneau, S. Dion, E. Trépanier et A. Gendreau) sur les problèmes du métier, notamment sur les nouveaux objets de recherche et sur l'instabilité de l'emploi. Sur ce dernier point et sur d'autres liés surtout au problème du financement de la recherche, un diagnostic percutant a été livré sur l'état des sciences sociales au Québec (C. Bariteau). Il nous a fait part de grandes conclusions inspirées en partie du rapport final de l'«Étude sectorielle en sciences sociales» du Conseil des universités (Rapport Maheu), étude à laquelle il a contribué. Nous avons pu apprendre qu'en dollars constants, les sommes allouées à la recherche en sciences sociales depuis le milieu des années 1970 ont diminué, malgré une «performance» notable des professeurs et chercheurs de ces disciplines sur le plan, notamment, des publications scientifiques.

D'autres sujets ont suscité l'intérêt. Ainsi, nous avons pu partager des réflexions de qualité sur l'emprise progressive du droit qui, malgré la transparence des règles, n'a pas empêché la perpétuation d'inégalités (G. Rocher), sur le report des Québécois à leur passé où l'on tente de plus en plus d'éviter le piège de l'anoblissement du sujet passé, comme en font foi les études montrant que la soumission au clergé était loin d'être aussi forte qu'on a pu le croire (G. Bouchard), sur les phénomènes spirituels qui seraient les seules vraies révolutions (J. Harvey), sur l'état de la langue et de la culture française, à travers tous les enjeux qui leur sont propres (M. Plourde, J.-M. Léger, R. Giroux) et sur les relations internationales du Québec, qui ont connu des moments d'intensité variables (C. Morin).

Mentionnons également certaines tentatives ratées d'établissement de passerelles. Un dialogue aurait pu s'ouvrir entre spécialistes des sciences pures et des sciences sociales, comme l'a souhaité d'ailleurs un des intervenants, mais il s'est arrêté à l'écoute polie d'une tentative de transposition des méthodes d'analyse des écologistes à l'environnement humain, qui a pu apparaître comme une vision tout à fait apolitique (P. Dansereau). Un malaise aussi s'est fait sentir alors qu'un spécialiste des études en gestion, venu parler de l'entrepreneurship au Québec (J.-M. Toulouse), s'est plaint de l'absence de représentants du «monde des affaires» à ce colloque ailleurs que dans la liste des commanditaires. Cela n'a toutefois rien enlevé à une passerelle fort habile qu'il a tenté d'établir en reconnaissant parmi les entrepreneurs dignes de ce nom tous les bâtisseurs des

communautés religieuses du temps et même ceux de l'Etat québécois moderne, ce qui est loin d'être paradoxal. Un autre malaise est apparu au moment où l'ex-président de la SODICC, aujourd'hui dans l'entreprise privée, est venu parler de l'exportation de produits culturels comme s'il s'adressait à une Chambre de commerce. Il était difficile de voir comment la spécificité culturelle du Québec pouvait être garante d'une percée sur les marchés internationaux (P.-A. Deschênes). Enfin, dans le domaine de l'éducation, un faisceau de clichés sur l'évolution du système depuis la révolution tranquille (J. Gould et N. Gagnon) n'a pas eu l'heur de plaire aux représentants de ce vaste milieu, fonctionnaires ou autres, qui auraient souhaité des positions plus nuancées dans le cadre d'un tel colloque.

Dans l'ensemble, il s'est agi d'un condensé fort honnête des grandes questions sociales contemporaines au Québec. Il est déplorable qu'un tel colloque, du fait de sa gratuité et de l'incitation de certains professeurs, n'ait pas attiré davantage d'étudiants, sûrement trop occupés à leurs travaux. Cela doit-il faire ressurgir la question délicate de l'intérêt décroissant des étudiants envers les sciences sociales ou à tout le moins, envers les questionnements de portée plus générale que la tendance utilitariste incite à escamoter? Quoi qu'il en soit, le colloque a bien répondu à ses objectifs et a permis d'augurer dignement toute une série de colloques qui, à n'en pas douter, tenteront aussi d'effectuer une rétrospective des dernières années à l'orée d'une toute nouvelle décennie.

**Guy Fréchet**  
chercheur, IQRC